

La loi pour tous

Consultations légales par Charles-F. Lévesque
avocat du Barreau de Québec

CONSEIL ET RÔLE D'ÉVALUATION.—Réponse à S. T. L.—Q. Est-il permis à un conseil municipal de modifier le rôle d'évaluation, plusieurs fois durant l'année?

R. Le code municipal nous semble très clair au sujet de la révision du rôle d'évaluation en ce qui concerne la modification annuelle que peut y accorder le conseil municipal. A la lecture de l'article 675 du code municipal nous concluons que le conseil ne peut, plus souvent qu'à tous les ans, faire cette révision qui doit être exécutée au mois de juin de chaque année, s'il y a lieu.

DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE SUR UN LAC.—Réponse au même (S. T. L.).—Q. Un lac fut cédé avant 1850 aux riverains. Est-il propriété des riverains ou celle d'une compagnie minière qui aurait en une charte spéciale plus tard à l'effet de se servir de ce lac pour l'objet fixé à leur compagnie?

R. Il faudrait évidemment examiner les actes par lesquels les riverains sont devenus propriétaires du lac, ainsi que de la copie d'acte de la compagnie qui prétend en avoir des droits. En effet, certains lacs peuvent être la propriété du gouvernement qui a le droit d'y concéder le droit exclusif de chasse et de pêche, tandis que d'autres lacs, en vertu des actes de vente des riverains, peuvent être la propriété de ces derniers.

INTERPRÉTATION DE LA LOI DES SUCCESSIONS.—Réponse à C. H. B.—Q. Nous avons vu une proposition de projet de loi au Parlement où le gouvernement serait favorable à exempter de la taxe \$1000.00 pour chaque enfant à part l'exemption que la loi donne aux successions jusqu'au montant de \$15,000.00, lorsqu'il s'agit d'une succession en ligne directe; est-ce bien, ce que nous avons compris?

R. En effet, il a été proposé au Parlement de changer la loi de la taxe sur la succession en ce sens qu'en plus de l'exemption statutaire de \$15,000.00 il soit accordé une exemption de \$1000.00 pour chaque enfant issu du mariage du testateur. Par exemple, si un père laisse une fortune de \$16,000.00 et qu'il y a un enfant, la succession n'aurait aucune taxe à payer. Supposons que la succession est de \$17,000.00 et qu'il y a deux enfants, il y aurait donc \$17,000.00 de la succession qui ne devraient aucune taxe au gouvernement et ainsi de suite.

ÉRECTION DE NOUVELLES MUNICIPALITÉS.—Réponse à J. M. B.—Q. Nous avons érigé une nouvelle municipalité civile et scolaire. Le secrétaire-trésorier de la corporation s'air prétend nous faire payer 25% de l'ancienne évaluation. Nous constatons que plusieurs milliers de dollars de taxes de l'ancienne municipalité n'ont pas été payés parce que l'ancienne administration a laissé prescrire ces taxes. Nous voudrions savoir: 1° Sur quelle base se répartissent les dettes de l'ancienne municipalité; et 2° S'il y a responsabilité de la part des commissaires d'écoles qui ont laissé ainsi prescrire les taxes municipales augmentant de la sorte nos responsabilités?

R. Le code scolaire déclare bien clairement que dans le cas où une municipalité se sépare dans le but d'en former une nouvelle, l'actif et le passif, c'est-à-dire les biens de la municipalité et les dettes, se répartissent proportionnellement au nombre de contribuables qui étaient tenus de payer les taxes de l'ancienne municipalité. Nous sommes d'opinion que les conseillers municipaux ont pour devoir d'administrer les affaires de la corporation scolaire, suivant la loi et les prescriptions qu'il établit. Or, s'il arrive que ces conseillers, négligent leurs devoirs, permettent que la prescription court et éteigne les taxes échues, nous ne voyons pas pourquoi ils ne seraient pas, au moins, soumis à l'amende prévue par l'article 2974 du code scolaire, de \$20.00 pour chaque infraction. Va sans dire qu'en ce qui concerne ce dernier point, nous exprimons notre opinion personnelle, que nous ne pouvons fonder sur aucun jugement à date, mais comme les contribuables n'ont aucune chance d'intervenir dans l'administration des affaires, il faut bien en venir à la conclusion que ceux qui sont chargés de l'administration d'une corporation quelconque doivent y apporter tous les soins d'un bon père de famille, c'est-à-dire d'un bon administrateur.

CONGÉDIÉ DE L'ÉCOLE.—Réponse à J. P.—Q. Une institutrice a congédié un enfant de l'école et les commissaires d'écoles ont décidé de le reprendre. Cette institutrice peut-elle s'opposer à cette décision?

R. Il paraît bien clair qu'il appartient aux commissaires d'écoles de décider s'ils doivent ou non accepter un enfant dans les écoles qui sont sous leur juridiction. L'institutrice peut, toutefois, en vertu des règlements du comité catholique, renvoyer cet enfant si elle refuse d'obéir, mais elle doit, dans ce cas, faire rapport aux commissaires d'écoles de ce renvoi et ces derniers peuvent, en vertu de leurs pouvoirs généraux, renvoyer complètement celui qui se rend coupable d'une telle infraction à la discipline.

POLICE D'ASSURANCE.—Réponse à J. C. B.—Q. J'ai pris une option sur une propriété qui a été incendiée depuis. Je voudrais savoir s'il m'est possible de réclamer la police d'assurance sur le feu qui protègeait cette propriété à condition que je paye le prix de vente convenu?

R. Il semble évident que l'acheteur a le droit de se réclamer de sa promesse d'achat jusqu'à ce qu'elle soit expirée. Dans le cas où il payerait le prix de vente il a le droit, avant l'expiration de son option de réclamer, non seulement les bâtiments dont il s'agissait, mais aussi la valeur représentée par la police d'assurance sur le feu prise par le vendeur.

VENTE ET DROITS DU VENDEUR.—Réponse à J. P. B.—Q. J'ai vendu une propriété pour un prix fixé et en acompte duquel j'ai reçu une faible somme. Il était entendu que l'acheteur devait payer la balance du prix de vente à une date déterminée; passé cette date l'acheteur devait payer des intérêts. Suis-je tenu d'attendre qu'il demande son acte de vente vu qu'il a été amont des affaires, et qu'il lui est impossible pour le moment de régler suivant les termes convenus?

R. Le contrat fait la loi des parties et il est indéniable que dans notre opinion que le vendeur peut exiger de l'acheteur qu'il suive les termes du contrat sous peine d'être poursuivi en dommages sans autre formalité. Il est vrai que la faillite exige les procédures, c'est-à-dire les actions personnelles contre le failli, mais cela ne nous semble pas empêcher notre correspondant de réclamer son dû et même d'intenter une action immédiate après la

Comment combattre les mouches

(Suite de la page 429)

L'hypoderme adulte est actif dans la mi-été, surtout pendant les journées ensoleillées. Les substances repoussantes, appliquées régulièrement et bien, peuvent aider à réduire le fléau pour les vaches laitières, mais pour les jeunes animaux laitiers ou les bœufs d'engrais au pacage, tout ce que l'on peut faire est de fournir beaucoup d'ombrage, spécialement sous forme d'arbres, car l'hypoderme préfère opérer en plein air. Un moyen d'éviter ses attaques est de tenir les animaux renfermés pendant la journée, mais ceci n'est pas toujours pratique. Il y a cependant un moyen de lutte qui est pratique, du moins dans l'Est du Canada, où les animaux sont tenus renfermés en hiver, c'est d'enlever les larves du dos des animaux au printemps avant de les mettre au pacage. Les hypodermes commencent à faire leur apparition sur le dos des animaux vers la fin de février, et dès qu'ils ont perforé la peau, il faut les enlever et les détruire. On se sert pour cela d'un scalpel ou d'un canif pointu, au moyen duquel on élargit la peau jusqu'à ce qu'on puisse en faire sortir la larve par pression. Si tous les cultivateurs avaient recours à ce simple moyen, ce fléau finirait par disparaître complètement.

Il y a beaucoup d'autres espèces de mouches qui affectent les bestiaux de différentes façons, comme l'œstre du bœuf, l'œstre du cheval, la mouche "à vis" des plaies, et la mouche du mouton. Elles sont nuisibles, mais à un moindre degré; la place nous manque pour en parler ici.

faillite réglée. Il ne devrait pas oublier que dans ce cas il sera important de demander une ordonnance de la Cour des faillites avant de procéder au jugement.

IMPOSITION DE TAXE ET ÉCLAIRAGE.—Réponse à W. G.—Q. Notre corporation municipale a installé l'éclairage électrique chez nous. Plusieurs modes de paiement ont été proposés au conseil pour rencontrer la dette. Il s'agissait d'abord d'imposer une taxe suivant le rôle de l'évaluation, d'autres voulaient que la taxe soit imposée avec un rôle spécial. Enfin la dernière proposition fut de fixer un montant à chaque propriétaire disposant d'immeuble à peu près de la même catégorie. Que pensez-vous de tous ces projets?

R. Nous croyons conforme au bon sens et à la loi la taxe imposée suivant l'évaluation, car tout individu occupant le territoire ou l'éclairage électrique est établi. Ceci nous semble conforme au code municipal (article 407 paragraphe 5) ainsi que la jurisprudence que nous avons consultée à ce sujet l'a déclaré.

QUI A LE DROIT DE CONGÉDIER L'INSTITUTEUR.—Réponse à J. P.—Q. Nous avons une institutrice, que comme contribuable je ne crois pas compétente à remplir son emploi. Je me suis plaint à la corporation scolaire et celui-ci n'a rien fait dans le but de me donner satisfaction. Ai-je le droit d'exiger le renvoi de cette institutrice?

R. Les commissaires et syndics d'écoles ont seul le droit et nous oserions dire, sont les seuls juges de savoir s'ils doivent ou non congédier une institutrice. Il est bien entendu qu'ils doivent engager des personnes compétentes possédant un diplôme soit élémentaire ou modèle, et qu'ils ne peuvent passer outre sans raisons très sérieuses. En tous les cas, ils sont supposés être les meilleurs juges dans les circonstances. La plainte d'un seul contribuable qui ne prouve aucune raison d'immoralité ou d'incompétence évidente ne paraît donner aucune raison à la corporation municipale de donner congé à l'institutrice. Ajoutons que les commissaires d'école doivent en ceci se baser sur l'article 2718 et donner leur avis avant le 1er juin.

FABRIQUES DE BEURRE ET DE FROMAGE.—Réponse à E. G.—Q. Il existe dans notre paroisse 2 fabriques de beurre et de fromage et l'une d'elle refuse de recevoir notre lait en vertu d'une entente qu'elle possède avec l'autre fabrique voisine. Ne pouvons-nous pas forcer ces gens à fabriquer nos produits laitiers?

R. S'il s'agit d'une société privée, qui, croyons-nous, ne peut être obligée d'accepter tous les clients qui se présentent si elle juge à propos qu'il est de son intérêt de les refuser pour une raison ou pour une autre? Il en serait autrement d'une entreprise publique qui pourrait être poursuivie en dommages si elle refusait dans les cas ordinaires d'accommoder les gens qui requièrent ses services.

ÉCLAIRAGE PUBLIC.—Réponse à J. N. G.—Q. Le conseil municipal d'une certaine paroisse a passé un règlement pourvoyant à l'éclairage dans les rues du village. Le parcours éclairé comprend à peu près les deux tiers du village, et le règlement dit que le coût de l'éclairage sera reporté entre tous les propriétaires compris seulement sur le territoire éclairé. Est-ce dans l'ordre et légal?

R. La décision des tribunaux dit que seuls les propriétaires situés dans le territoire qui profitent de l'éclairage doivent contribuer aux paiements de ces installations. Conséquemment, le règlement tel que posé nous paraît légal.

A PROPOS DE TAXE.—Réponse à J. N. G.—Q. Sur quelle base doit se calculer une taxe spéciale?

R. Il nous semble bien évident que la taxe générale de même que la taxe spéciale doivent être basées sur l'évaluation municipale, sauf les cas où le code municipal lui-même fixe le taux ou le maximum du tout imposable en vertu de la loi. Par exemple la taxe sur les chiens est fixée par l'article 406 et ne doit pas dépasser \$2.00 sur les propriétaires de tout chien gardé dans la municipalité. Il en est de même pour certaines taxes sur les marchands, industriels ou colporteurs etc., qu'il est permis de taxer, mais dont les statuts de la province et les articles du code municipal fixent la taxe à un montant déterminé.

CHEMIN DANS DEUX MUNICIPALITÉS.—Réponse à J. B.—Q. Nous voulons construire un chemin et en améliorer une partie d'un autre chemin qui se rejoindront, et qui sont partie dans une municipalité, et partie dans une autre voisine. Comment s'entendre à ce sujet? Devons-nous nous adresser à la municipalité voisine, ou à la municipalité de comté?

R. Les chemins situés, partie dans une municipalité locale et partie dans une autre ou qui traverse ou sépare deux municipalités locales, sont consi-

dérés comme chemins des municipalités de comté. Dans les circonstances nous croyons que notre correspondant devrait s'adresser à la municipalité de comté. Cependant, un chemin qui passe en travers de plusieurs municipalités n'est pas nécessairement un chemin de comté, et les municipalités voisines peuvent s'entendre quant à son entretien pour leurs parts respectives.

EMPIÈTEMENT.—Réponse à E. F.—Q. Un individu a-t-il le droit d'empêcher un voisin de passer sur sa terre pour aller chercher de la glace sur un lac durant l'hiver, bien que cela ne lui cause aucun dommage? Peut-il empêcher ce voisin de prendre de la grève sur le bord de la route à un endroit où cela ne lui cause aucun dommage?

R. Tout propriétaire est maître chez lui, et même lorsque le passage sur son terrain ne lui cause aucun dommage, il peut s'y objecter et poursuivre les personnes qui empiètent ainsi sur sa propriété. Quant au fait de prendre de la grève sur le bord du chemin, ceci ne peut être considéré comme un empiètement sur les terrains voisins, à condition qu'on ne dépasse pas le fossé du chemin qui est considéré comme la limite des terrains avoisinants.

DROITS À LA PENSION.—Réponse à T. H.—Q. Un fils majeur s'est marié et il est allé demeurer avec sa femme chez son père où il a vécu avec la famille durant 3 ans, c'est-à-dire, jusqu'à sa mort. La femme est-elle obligée de payer sa pension durant les 3 années qu'elle a demeuré chez ses beaux-parents, et dans l'affirmative, combien faut-il d'années pour prescrire cette dette?

R. A moins qu'il y ait eu convention entre les parties qu'ils devaient payer la pension, il semble que dans le présent cas, attendu que les parents ont gardé leur fils et sa femme chez eux sans rien leur réclamer jusqu'ici, il est peu probable qu'une réclamation de leur part serait admise par le tribunal. Quant à la prescription, c'est celle de 5 ans qui s'applique, comme pour toute autre dette; mais il faut nécessairement que la dette existe et nous sommes d'opinion qu'il n'en est rien.

ACTE DE VENTE.—Réponse à A. G.—Q. J'ai acheté une terre que mon père m'a cédée aux conditions de \$100.00 par année plus intérêt de 4% sur la balance du prix de vente. L'acte de vente a été fait devant notaire et enregistré; mais le père a gardé l'acte en sa possession jusqu'à sa mort. Le fils voudrait avoir cet acte de vente qu'on lui refuse et même les autres héritiers veulent retenir un acompte sur ses paiements de part de succession. Quels sont les droits de l'acheteur?

R. Il n'y a aucun doute que si l'acte de vente a été signé et enregistré et qu'il a payé pour la rédaction et l'enregistrement du dit acte, il peut facilement l'obtenir. En cas d'urgence, il est assez facile d'en obtenir une copie au bureau d'enregistrement. Il est clair que si l'acheteur doit à la succession, il peut y avoir compensation entre les montants qu'il doit et ceux qu'il peut réclamer de sa succession.

NOTES SPORTIVES

—La récente victoire de Phil. Scott, sur Roberto Roberti, l'a mis en vedette à New-York, et Phil est classé sur le même pied que Risko et Sharkey. Tex Rickard, le grand promoteur, songe à organiser une bataille Risko-Scott, et s'il ne réussit pas il essaiera avec Sharkey et Scott.

—Bushy Graham, d'Utica, N.-Y., est maintenant reconnu comme le champion poids coq. Il a défait le détenteur du titre, Izzy Schwartz. Il a obtenu la décision en 15 rounds. Schwartz a pris le compte de neuf dans la 14e reprise.

TARIF POUR LES ANNONCES CLASSIFIÉES

— du —
Bulletin de la Ferme

Pour une annonce de 25 mots ou moins—50c
Pour une annonce de plus de 25 mots, comptez 50 sous pour les premiers 25 mots et un sou pour chaque mot en plus de 25. Exemple: Une annonce de 30 mots coûte 55c et ainsi de suite.

Le nom et l'adresse sont comptés avec le texte de l'annonce.

IMPORTANT.—Nous ne tenons pas de comptabilité pour les petites annonces classifiées, l'argent doit nécessairement accompagner la copie et les instructions. Prendre d'en tenir compte afin d'éviter tout retard dans la publication.

PETITES ANNONCES (suite)

FERMES, BEURRERIES, FROMAGERIES

A VENDRE.—Belle terre de 45 arpents, terre de fonds et de coteaux, située à un mille du village et de la fromagerie, à 14 arpents de l'école. Avec ou sans rouler avec contrat de malle vous rapportant un bon revenu tous les hivers. Pour plus de renseignements écrire à Napoléon Chouinard, Woburn, Cité Frontenac, P. Q. B-22

A VENDRE

Belle terre dans le village de Compton, grosse grange neuve, grange moderne et grosse maison, cuisine avec lumière électrique dans toutes les bâtisses, eau courante dans les bâtisses. Troupeau accablé et belle grosse sucrerie avec tous les instruments aratoires qu'il faut sur une ferme avec gros verger. Boite 74, Compton, P. Q. 14-10fs-P001

BELLE TERRE A VENDRE.—167 acres, bien bâtie, 1 1/2 mille de Kingsley Sta., 2 1/2 milles de Kingsley Falls. Cause de vente malade. S'adresser à Alfred Houle, Lorne, bte postale 20, Cité Richmond, P. Q. 22-P05

TERRE A VENDRE.—3 arpents de large, 1 1/2 lieue de longueur boisée en bois de toute sorte; la moitié en culture. Bien bâtie, roulant très complet. Deux sucreries améliorées. S'adresser à Mme Vve. Cyrias Paré, Ste-Anne de Beaupré, Cité Montmorency, P. Q. B-22

TERRE A VENDRE sur la route Nationale, Lévis-Montréal, 220 arpents, 145 en culture, 75 en bois, 25 en labour, avec rouler, clientèle de lait, vendu à \$4.00 le 100 lbs à 3 milles de la traverse de Lévis, 1 mille de l'église, 10 arpents de l'école, 20 minutes des tramways, eau et électricité dans toutes les bâtisses. Pour information s'adresser à E. Lemieux, Poste Auberivière, Lévis. 22-2fs-P001

Volailles à Vendre

10,000 poussins d'un jour de la race Plymouth Rock Barré, coquets et poulettes, sujets d'élite sélectionnés pour la ponte. Aussi article d'aviculture. Demandez nos prix. Ferme Avicole de Lavallée, Lavallée, Cité Berthier, P. Q. J.N.O.—X06

ATTENTION POUSAINS WHITE LEGHORN? A ceux qui désirent fonder un troupeau provenant de pondeuses éprouvées. Nous expédions pendant juin au prix spécial de \$14.00 le cent. Acceptons commande C. O. D. 100% garanti livrés vivants. Commandes remplies par ordre de réception. St-François Poultry Farm, Reg'd. St-François-Xavier de Brompton, Cité Richmond, P. Q. J.N.O. 357

A VENDRE œufs pour incubation Plymouth Barré et Rhode Island Rouge, sujets d'exposition \$3.00 la couvée de 15 œufs ou 2 couvées pour \$5.00. Œufs Dindes Blanches de Hollande à 40cts l'unité. Œufs d'oies Toulouse à 40cts l'unité, œufs de Canards Rouen à \$1.00 la douzaine. S'adresser à Mde Alphonse Guitté, Maria Cité Bonaventure, P. Q. 18-3fs-P76 2g

ŒUFS DE DINDES pour incubation à vendre prix: \$3.00 la douzaine. S'adresser à Jos. F. Dubé, Isle Verte, Témiscouata, P. Que. B-22

ŒUFS D'INCUBATION.—Leghorn Blanche sujets de ponte Plymouth Rock barrés sujets d'exposition, bon marché. Aussi Lapins Géants des Flandres. Pour prix: S'adresser à Jean-D. Lachapelle, St-Paul-Ermitte, P. Qué. 21-2fs-P05

ŒUFS POUR INCUBATION, provenant de sujets de grande qualité de ponte et d'exposition des races suivantes: Plymouth Rock Barrés, Rhode Island Rouge, Leghorn, Blanches, Leghorn Brunes, Wyandottes Blanches Pintades \$1.50 pour 15, \$6.00 le cent. Canards Pékin, Rouen et Coureur indien \$1.50 pour 15 canards Muscovy must \$2.00 pour 15 Dindes bronzées \$0.35 l'unité. Ferme Avicole appartenant à Xavier Lanoie, St-Hughes, Cité Bagot, P. Q. 13-12 fs P38 2g

PETITS POULETS D'UN JOUR, 9 variétés différentes, garantis pure race. Nous garantissons que 100% des poussins commandés vous arriveront vivants. Demandez notre catalogue envoyé gratis sur demande. Laurencelle & Routhier, 1421 rue Bleury, Montréal. 16-6-28-x06

POUSAINS d'un jour provenant de sujets de grande qualité de ponte et d'exposition Plymouth Rock Barré, Rhode Island Rouge, Prix mai 20 cts, juin 18cts, Leghorn Blanche ou Brune, mai 18cts, juin, 16cts. Expédition dans des boîtes spéciales. Ferme Avicole. Xavier Lanoie, St-Hughes, Cité Bagot, P. Q. 19-6fs P07

POUSAINS d'un jour à vendre à des prix raisonnables, provenant de pondeuses accablées à des coqs à haut record de ponte. Un prix spécial pour une grande quantité. Livraisons deux fois par semaine, des races Plymouth Rock Barrés, Rhode Island Rouge et Wyandottes blanches. Commandes remplies par ordre de réception. Syndicat Avicole de St-Isidore, St-Isidore Doré, P. Q. J.N.O.—33

POUSAINS D'UN JOUR.—Plymouth Rocks Barré et Rhode Island Rouge. Les mâles en tête de nos parquets d'élevage proviennent tous de mères ayant pondus de 225 à 264 œufs. Contrôle aux nids-trappe depuis des années. Ces poussins vous donneront des poulettes très précoces et de merveilleuses pondeuses d'hiver. Prix de mai: quantité de 25 poussins, \$7. 50 \$13. 100 \$25. Prix de juin: 20c chacun. O. Gauthier, rue Montmarie, Pointe-aux-Trembles Qué. 21-3fs X001.

Si vous avez des animaux ou n'importe quoi à vendre ne perdez pas votre temps à chercher un acheteur. Mettez une petite annonce dans le "Bulletin de la Ferme". C'est infallible.